



**Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAP**

Marché n° 25 003 PNCAL

**MISE A DISPOSITION DE VEHICULES DE LOCATION DE MOYENNE
DUREE POUR LE DISPOSITIF SAISONNIER DU PARC NATIONAL DES
CALANQUES**

1	Caractéristiques générales des accords-cadres	4
1.1	Objet des accords-cadres	4
1.2	Forme de l'accord-cadre et références aux articles du Code de la commande publique.....	4
1.3	Pièces constitutives de l'accord-cadre	4
1.3.1	Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	4
1.4	Durée de l'accord-cadre	4
1.5	Contacts	4
1.6	Modalités d'exécution des bons de commande.....	5
	Restrictions au principe d'exclusivité	5
1.7	Clause de réexamen	5
2.	Prestations de l'accord-cadre.....	6
2.1	Définition et contenu des prestations	6
2.2	Droit de propriété et confidentialité.....	6
2.3	Exécution des prestations	6
2.3.1	Lieux de livraison et de récupération	6
2.3.3	Modalités d'exécution	6
2.3.4	Responsabilité du titulaire.....	7
2.3.5	Clause environnementale	7
2.4	Délais d'exécution	7
2.4.1	Interruption d'exécution d'un bon de commande	7
2.4.2	Prolongation d'un bon de commande	8
2.5	Livraison	8
2.5.1	Modalités de livraison	8
2.6	Contrôle de l'exécution des prestations, opération de vérifications et admission	8
3	Aspect financier	8
3.1	Prix.....	8
3.1.1	Forme des prix.....	8
3.1.2	Contenu des prix.....	9
3.1.3	Variation des prix	9
3.1.4	Taxe sur la valeur ajoutée	9
3.1.5	Offre promotionnelle	9
3.2	Modalités financières.....	10
3.2.1	Modalités de règlement	10
3.2.2	Périodicité des paiements.....	10
3.2.3	Délais de paiements	10
3.2.4	Avance	10
3.2.5	Cession – nantissement	10
3.2.4	Retenues de garanties.....	11

3.3 Pénalités	11
4 Assurance, différends et litiges.....	11
4.1 Assurance	11
4.2 Litiges.....	11
4.3 Résiliation du marché.....	11
5 Gestion des attestations légales – HIVEO	11
6 Dérogations	12

1 Caractéristiques générales des accords-cadres

1.1 Objet des accords-cadres

Le présent accord-cadre a pour objet la location de véhicules de moyenne durée pour le dispositif saisonnier du Parc national des Calanques (PNCAL).

Les spécifications techniques sont décrites dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Forme de l'accord-cadre et références aux articles du Code de la commande publique

Marché passé en appel d'ouvert, en vertu de l'article R.2124-2 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant application du code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono attributaires (R.2162-9), à bons de commande (articles R 2162-13 et 2162-14).

Le montant annuel maximal du marché est de : 50 000 euros HT.

1.3 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont des pièces particulières et des pièces générales.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent document, sont réputées connues de l'entreprise.

1.3.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont des pièces particulières et des pièces générales.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent document, sont réputées connues de l'entreprise.

- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 31 mars 2021 (JORF du 1^{er} avril 2021),
- Le cadre de mémoire technique et/ou le mémoire technique.

1.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu à sa date de notification.

Sa durée est d'un an à compter de la date de notification.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite au plus 3 fois pour la même durée, l'accord-cadre ne pouvant excéder une durée totale maximale de 4 ans.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, celle-ci fait l'objet d'une décision expresse du PNCaI notifiée au titulaire de l'accord-cadre au plus tard deux mois avant la date anniversaire de la notification.

1.5 Contacts

Le principal interlocuteur et représentant de l'acheteur est la chargée de projet d'accueil

sensibilisation du public ou son assistant logistique. Les coordonnées de l'interlocuteur désigné est communiqué à notification du marché.

1.6 Modalités d'exécution des bons de commande

Pour chacun des lots, les bons de commande sont passés sur la base du bordereau des prix unitaires.

Les bons de commande sont émis par le PNCaI au fur et à mesure des besoins pendant la durée de l'accord-cadre.

Ils peuvent être adressés par courriel ou via le site internet du titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché, avec accusé de réception du titulaire par le même moyen.

Le bon de commande précise la référence de l'accord-cadre, le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande, la désignation du type de véhicule demandé et la durée de location, la date, et le lieu de livraison et de récupération souhaités ainsi que la date de mise à disposition.

Observation sur les bons de commande :

En dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande, qui lui est notifié, appelle des observations de sa part, il doit en faire part au signataire du bon de commande concerné, dans un délai de deux (2) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Commande hors BPU

En cas besoin exceptionnel, des véhicules non prévus au BPU mais nécessaires à la réalisation d'une mission peuvent être commandés sur le catalogue ou barème du titulaire.

Restrictions au principe d'exclusivité

S'il paraît impossible au titulaire de respecter la date d'exécution ou de livraison maximale exigée, ou s'il est dans l'impossibilité technique de fournir le véhicule demandé, il est tenu d'en avvertir le PNCaI.

Dans ce cas, le PNCaI peut alors de plein droit s'adresser à une autre entreprise pour louer le(s) véhicule(s) demandé(s).

1.7 Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché peuvent être modifiées d'un commun accord entre les parties.

Le présent accord-cadre peut être modifié dans les cas où il serait nécessaire de prendre en compte, en cours d'exécution, des évolutions technologiques et normatives et/ou des évolutions réglementaires.

Aussi lorsque le titulaire constate que son offre initiale est technologiquement ou écologiquement dépassée, il peut proposer, dans la limite des conditions prévues au CCTP, une substitution permettant au PNCAL de bénéficier de prestations offrant un meilleur rapport performance globale/prix, notamment en proposant la mise à disposition de véhicules innovants.

L'équilibre entre les performances et le pris des prestations et des véhicules ou équipements initialement proposés doit être maintenu. En cas de changement de modèle dû à un retrait du catalogue ou à l'obsolescence du véhicule, le titulaire doit proposer des prestations et des véhicules ou équipements de substitution présentant des caractéristiques identiques ou supérieures aux prestations, véhicules ou équipements à remplacer.

Le titulaire adresse à l'acheteur une demande de remplacement d'une prestation, d'un véhicule ou d'un équipement existant par la nouveauté proposée. Cette proposition s'appuie sur la transmission d'une documentation technique complète.

Toute substitution est soumise à l'accord express du PNCAL.

Une substitution ne fait pas l'objet d'un avenant sauf en cas d'incidence financière à la hausse.

Elle doit garantir a minima le maintien du niveau de qualité attendu, et un même niveau de prix pour des prestations ou véhicules ou équipements équivalents.

Chaque nouvelle version du bordereau des prix unitaires doit comporter un tableau de suivi des évolutions (date, version, nature des modifications) et permettre de repérer rapidement dans le nouveau document les changements par rapport à la version précédente.

Cette dernière version datée et numérotée est communiquée au PNCAL et elle se substitue à la précédente.

2. Prestations de l'accord-cadre

2.1 Définition et contenu des prestations

Le périmètre de la prestation, ses spécifications techniques et ses modalités d'exécution figurent au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.2 Droit de propriété et confidentialité

Les renseignements remis au titulaire de l'exécution des marchés ne peuvent être communiqués à titre gratuit ou onéreux à des tiers. Le titulaire s'interdit d'en faire un usage autre que celui prévu au marché.

Le personnel intervenant pour le compte du titulaire de l'accord cadre est placé sous sa responsabilité et astreint au secret professionnel.

2.3 Exécution des prestations

2.3.1 Lieux de livraison et de récupération

Les lieux principaux sont indiqués à l'article 9 du CCTP, d'autres lieux de livraison et de récupération peuvent être précisés lors de la commande, et ne concernent que le territoire du Parc national des Calanques, Marseille, la Ciotat, le département des Bouches du Rhône, et potentiellement les départements et communes limitrophes.

2.3.3 Modalités d'exécution

Le titulaire s'engage à exécuter des prestations et/ou fournir des véhicules rigoureusement conformes aux spécifications du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des charges techniques particulières de l'accord cadre. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Il s'engage à assurer la qualité et le suivi des prestations pendant toute la durée de l'accord cadre et garantit un suivi particulier du client, en précisant les coordonnées d'un chargé de clientèle et d'informer le PNCAL, dans les plus brefs délais, d'un éventuel changement d'interlocuteur.

Obligation de conseils et d'information

En sa qualité de professionnel et donc de spécialiste du domaine objet du marché, le titulaire est tenu à une obligation de conseil pour permettre la bonne exécution des prestations et pour identifier les risques et les menaces.

A cette fin, il réalise notamment une veille juridique, législative, réglementaire et jurisprudentielle. Cette veille doit lui permettre d'alerter le PNCAL des évolutions ayant un impact sur les prestations réalisées et leur mise en conformité.

Le titulaire tient périodiquement informé le PNCAL du déroulement des prestations, et s'engage à informer sans délai de toute difficulté ou anomalie rencontrée dans le cadre de l'exécution.

Par ailleurs, il vérifie la teneur des documents et des informations transmises par le PNCAL pour la réalisation des prestations et lui indique, dans les huit jours calendaires, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations.

2.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire garantit le PNCAL contre les sinistres causés par ou du fait de ses préposés ou de ses matériels ainsi que les dommages causés par les agissements de ses préposés.

Conformément à l'article 8.1 du CCAG/FCS, les dommages de toute nature causés aux personnels ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés aux personnels ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge de l'acheteur.

2.3.5 Clause environnementale

L'acheteur invite le titulaire à se conformer aux exigences suivantes :

➤ **Limitation des émissions de gaz à effet de serre (GES) et transport**

Dans le but de limiter les émissions de GES produites dans le cadre des activités du présent accord-cadre, le PNCAL accorde une attention particulière à toutes les actions mises en place par le titulaire pour les limiter.

Il s'engage ainsi à maintenir un parc de véhicules loués récents afin de garantir la meilleure performance possible en termes de taux d'émission de CO² et minimiser l'impact sur l'environnement.

En matière de déplacements, le titulaire s'engage à privilégier les transports les moins émetteurs de GES.

Dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre, le titulaire transmet un bilan carbone de son activité de l'année n-1, et chaque année, il fournit à l'acheteur un bilan carbone de son activité et un bilan carbone de l'exécution du présent accord-cadre ainsi que les propositions concrètes d'amélioration qu'il compte mettre en œuvre dans le cadre du marché. Il est attendu que le bilan carbone du titulaire s'améliore d'année en année.

Ces actions ne peuvent pas avoir pour impact de modifier les termes du présent accord-cadre.

2.4 Délais d'exécution

Concernant la mise à disposition des véhicules, le titulaire doit prendre ses dispositions pour assurer une livraison à la date précisée sur le bon de commande.

Tout report doit faire l'objet d'une validation expresse du PNCAL sous peine d'application de pénalités conformément au paragraphe 3.3 du présent CCAP.

Le dépassement à plusieurs reprises des délais ou le recours fréquent à des livraisons partielles entraînent la résiliation de l'accord cadre auprès du titulaire défaillant dans les conditions fixées au paragraphe 4.3 du présent CCAP.

2.4.1 Interruption d'exécution d'un bon de commande

Qu'il y ait faute ou non du titulaire, le PNCAL peut décider de l'arrêt d'exécution d'une commande par restitution anticipée d'un véhicule. L'arrêt des prestations d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre. Le titulaire et le PNCAL procèdent contradictoirement à un décompte

des prestations.

2.4.2 Prolongation d'un bon de commande

Le PNCAL peut demander la prolongation de la location d'un véhicule, sans pouvoir excéder la durée maximale de location qui est de 10 mois. Une fois la prolongation accordée par le titulaire selon la procédure qu'il aura indiquée, le tarif de location appliqué prend en compte la durée totale de location du véhicule.

2.5 Livraison

2.5.1 Modalités de livraison

La livraison du matériel est effectuée sous la responsabilité du titulaire.

Toute erreur sur le lieu ou la date de livraison implique la reprise par et le réacheminement à la charge du titulaire.

Le titulaire doit s'assurer du suivi intégral de la livraison, de la remise des prestations au destinataire approprié et du respect des dispositions des bons de commande.

- l'identification du titulaire (Nom, adresse),
- la référence de l'accord cadre et celle du bon de commande,
- la dénomination des véhicules mis à disposition,
- le montant total H.T,
- le taux et le montant de la T.V.A,
- le montant total T.T.C,
- la date de mise à disposition.

Le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 24 heures, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe impérativement le représentant du pouvoir adjudicateur par courrier électronique même s'il a au préalable téléphoné.

2.6 Contrôle de l'exécution des prestations, opération de vérifications et admission

Les diverses prestations doivent être conformes aux descriptions faites au cahier des clauses administratives particulières et répondre aux spécifications techniques indiquées au cahier des clauses techniques particulières.

Les opérations de vérification et les décisions du PNCAL s'effectuent dans les conditions définies aux articles 27 à 30 du CCAG de référence.

Pour chaque bon de commande, les prestations sont soumises à des opérations de vérification qualitatives et quantitatives afin d'assurer leur conformité aux dispositions de l'accord-cadre, comprenant les dispositions de l'offre du titulaire, et à celles du bon de commande auxquelles elles se rapportent.

Les opérations de vérification sont consignées dans les procès-verbaux de prise de possession et de dépose des véhicules objets des bons de commande. Ils font office de livrable de la prestation et de preuve de service fait pour le PNCAL.

3 Aspect financier

3.1 Prix

3.1.1 Forme des prix

Les prix sont unitaires.

Les prix unitaires sont révisables. Ils ont été établis en euros hors taxe aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

3.1.2 Contenu des prix

Les prix unitaires sont des prix tout compris (livraison et récupération des véhicules, assurances diverses listées au CCTP, frais de gestion, marge, charges fiscales et parafiscales...).

Aucun frais de dépôt de garantie n'est exigible à la prise du véhicule.

3.1.3 Variation des prix

Les prix unitaires sont révisés annuellement au 1^{er} jour du mois de notification du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o * (I/I_o)$$

dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = prix initial

I = dernier indice trimestriel définitif connu au mois précédant celui de la révision

I_o = valeur de l'indice du trimestre de fixation du prix dans l'offre

L'indice utilisé est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 77.1 - location et location bail de véhicules automobiles. Prix du marché – base 2021 – données trimestrielles brutes – identifiant 010766539. [Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises \(BtoB\) – CPF 77.1 – Location et location bail de véhicules automobiles | Insee](#)

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision est calculée avec les valeurs définitives des indices.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la révision des prix est celle proposée par l'INSEE.

L'application de la révision des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation.

En dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

3.1.4 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu lors de l'exécution des prestations. Dans le cas de variation de la taxe sur la valeur ajoutée, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

3.1.5 Offre promotionnelle

Le titulaire a la faculté de proposer une offre promotionnelle au PNCAL et il s'engage à lui faire bénéficier, à tout moment, de toute baisse de prix pratiquée à l'égard de sa clientèle professionnelle, qu'il s'agisse d'une offre promotionnelle de durée limitée ou d'une baisse de prix liée à une modification de réglementation, et donc pour la durée du présent accord-cadre.

Dans ce cas, le bordereau des prix unitaires est mis à jour sans qu'il soit besoin d'établir un avenant, de la même façon que pour les révisions de prix.

3.2 Modalités financières

3.2.1 Modalités de règlement

Facturation

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture, laquelle n'est pas réclamée au titulaire. La facture est émise après remise complète au PNCaI de la totalité des documents commandés.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes : dates, références (numéro et désignation de l'accord-cadre, numéro du bon de commande), numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande, et la désignation des prestations exécutées ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

Elle est libellée à l'adresse de l'Office français de la Biodiversité / Parc national des Calanques
Service facturier
Immeuble Le Tabella
125 impasse Adam Smith
34470 Pérois

Les **factures** sont transmises uniquement par **voie dématérialisée** via le portail **Chorus Pro en indiquant le n° de SIRET 130016793 00023**, le numéro d'engagement juridique (EJ) et la référence du marché ou de l'accord-cadre.

3.2.2 Périodicité des paiements

Le paiement est mensuel à terme échu, après service fait (constatation de la livraison initiale et de sa conformité à la commande), sur présentation de la facture établie par le titulaire.

3.2.3 Délais de paiements

La monnaie de l'accord cadre et des marchés subséquents est l'euro.

Le PNCaI procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.2.4 Avance

Aucune avance n'est prévue.

3.2.5 Cession – nantissement

L'exemplaire unique nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique selon les conditions définies aux articles R 2191 - 45 à 47 du décret 2018-1075 du 03/12/2018 pris en application de l'ordonnance 2018-1074 du 26/11/2018.

Les certificats de cessibilité sont adressés au comptable assignataire des paiements :

Agent comptable

Office français de la Biodiversité - Pôle de Montpellier
Immeuble Le Tabella
125, Impasse Adam Smith
34470 PEROLS

3.2.4 Retenues de garanties

Sans objet.

3.3 Pénalités

Lorsque le délai défini dans le bon de commande et ne relève pas du fait du PNCAL, le titulaire encourt des pénalités sans mise en demeure.

En dérogation à l'article 14.1.3, les pénalités sont appliquées quel que soit leur montant.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le montant des pénalités est fixé à :

En cas de retard pour la mise à disposition / livraison d'un véhicule :

- 100 € par jour calendaire de retard

NOTA : en cas de retard sur la date de récupération, le PNCAL ne peut être tenu pour responsable et les journées supplémentaires de mise à disposition ne peuvent être facturées et le PNCAL ne doit pas utiliser le véhicule au-delà de la période pour laquelle il l'a loué.

4 Assurance, différends et litiges

4.1 Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

4.2 Litiges

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Marseille selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

4.3 Résiliation du marché

Le PNCAL se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, le titulaire du marché, en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues ou de non-respect des plannings. L'éviction d'un titulaire peut intervenir après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

5 Gestion des attestations légales – HIVEO

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – www.hiveo.fr), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au Donneur d'ordre (l'acheteur). Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

En cas d'abonnement à la plateforme Attestation Légale, le dossier du titulaire est automatiquement synchronisé sur la solution HIVEO. Le titulaire s'engage à maintenir son

abonnement actif pendant toute la durée du présent marché. Il s'engage en outre à répondre dans les 8 jours à toute demande de transmission de documents administratifs pendant toute la durée du marché.

Dans les 8 jours qui suivent la notification du marché, il doit créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'acheteur sur simple demande. Le compte doit être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 8 jours à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO pendant toute la durée du marché. Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le donneur d'ordre se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au marché en matière de résiliation.

Le fournisseur s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

6 Dérogations

Articles du CCAP	Articles du CCAG	Points dérogés
3.1.3	10.2.2	Prix à payer applicable à la date de la commande
3.3	14.1.1 et 14.1.3	Montant et application des pénalités